

CTS - 30/09/2021

1. COVID

- a. Point épidémiologique
- b. Focus sur la vaccination des 12/17ans

Intervenant : ARS

c. Information sur la prise en charge des symptômes persistants du COVID « COVID long » à Paris

- d. Point sur l'accueil des Afghans

Intervenante : Madame LAHFAIRI – Directrice de la M2A/DAC Paris sud

2. Addiction : Présentation de la réduction des risques à Paris et du plan Crack

Intervenante : Dr Sylvia NGUYEN DANG – ARS

Point de vue des opérateurs :

Intervenantes :

- Dr Elisabeth AVRIL – Association GAIA - Directrice générale CAARUD/CSAPA/SCMR
- Dr Catherine PEQUART – Directrice de l'association Oppelia Charonne

3. Questions diverses

Compte-rendu :

Présents :

Liste des présents

Introduction :

Accueil des nouveaux membres et invités parlementaires

La plénière s'est déroulée en deux parties, COVID et Addiction.

1.COVID

- a. Le point épidémiologique a été réalisé par M. BODIN (cf. diaporama)

Tous les départements franciliens se situent sous les 100 cas pour 100 000 personnes. En termes d'hospitalisations, on dénombre 324 lits occupés pour des soins critiques.

La vaccination est en baisse depuis plusieurs semaines, ce qui a eu pour effet de repenser les actions et l'offre vaccinale à Paris.

Objectifs :

- Etendre la vaccination en ville, le vaccin Pfizer est maintenant disponible ;
- Se préparer à l'augmentation de l'activité de vaccination avec la campagne antigrippe et COVID. Il n'y a pas de contre-indication à faire les deux vaccins ;
- Ajuster le nombre de centres de vaccination au besoin, 26 actuellement à Paris. Une fermeture programmée des centres.

La couverture vaccinale à Paris est proche des 90%, grâce aux différentes modalités proposées en lien avec la CPAM et la Ville :

- aux 12/17 ans,
- aux personnes âgées,
- aux publics précaires,
-

b. Focus vaccination des 12/17 ans

Plusieurs modalités de vaccination proposées aux Collèges et lycées :

- équipe mobile se déplace dans l'établissement,
- créneaux dédiés pour les élèves dans un centre de vaccination,
- vaccination dans un établissement scolaire proche,
- VaxiBus Skyrock...

Le résultat : chaque semaine de plus en plus d'élèves se font vacciner, même s'il y a peu de volontaires en milieu scolaire. Sur le segment des 12-17 ans, on se situe à 64% de primo-vaccinés, et 54% de schémas vaccinaux complets.

Questions :

- Comment se fait la démarche d'aller vers ?
Réponse ARS : l'opération " aller vers " a été mise en œuvre avec l'appui des partenaires, associations, notamment pour les arrondissements où le taux de vaccination est assez faible (18,19 et 20e arrondissements).
L'Assurance maladie communique le taux de couverture vaccinale par arrondissement, ce qui permet de mettre en place des opérations éphémères dans les arrondissements où les taux sont les plus bas :
 - Aller vers dans les marchés, au pied des immeubles...
- Avoir des détails sur le fonctionnement de la plateforme des appels sortants
 - L'Assurance maladie a fait une campagne téléphonique qui a eu un succès, en direction des personnes isolées, bénéficiaires de l'AME, la complémentaire santé solidaire dans les 18e, 19e et 20 arrondissements ;
 - Des courriers ont été envoyés pour les personnes de 80 ans et plus, pour les inviter à se faire vacciner ;
 - Des prochaines campagnes sont prévues pour la 3e injection ;

Il a été demandé à l'Assurance maladie de communiquer des statistiques sur les opérations menées afin de suivre l'évolution.

- Il a été demandé qu'elles sont les actions réalisées auprès de personnes "anti-vaccination" ?
Réponse ARS : Le taux de vaccination des professionnels a été présenté et démontre qu'il y a très peu de non vaccinés.

c. Information sur la prise en charge des symptômes persistants du COVID Long à Paris par Mme LAHFAIRI

Présentation du dispositif CCLAP (cf. diaporama)

Création de la Cellule en juillet 2021

- Un numéro unique joignable du lundi au vendredi de 10h à 17h : 01 83 81 19 19
- Une adresse mail unique aux patients et aux professionnels : contact@cclap.fr
- Couverture de l'ensemble du territoire parisien

Au-delà de l'information et orientation des patients, la cellule travaille à mettre en place une filière en ville pour une prise en charge à proximité des patients.

Questions :

Comment oriente t'on les patients ? Il n'y a pas eu de communication générale auprès des professionnels de la ville, mais La CPTS 14 a communiqué auprès des professionnels et patients. Une large diffusion de l'information est prévue auprès des professionnels par la CPAM de Paris.

Comment les patients ont-ils trouvé les coordonnées de la cellule ? Les coordonnées de la cellule sont diffusées sur le site internet de l'ARS.

Comment est effectuée l'évaluation clinique ?

Comment sont orientés les patients à l'hôpital et pourquoi les libéraux ne sont-ils pas sollicités ? L'activité de la cellule est toute récente et il est plus facile d'orienter vers les structures sanitaires et SSR labélisés COVID long, mais les libéraux ne sont pas exclus.

Pourquoi les centres de santé n'ont-ils pas été sollicités ? Une communication a été faite par l'ARS auprès des structures à exercices collectifs pour répertorier les prises en charge spécifiques au COVID long.

d. Point sur l'accueil des Afghans

- 250 personnes accueillies sur Paris, dont 70 dans le 18e arrondissement.
- Prise en charge sanitaire réalisée par l'ARS (+ tests, vaccinations).
- personnes volontaires vaccinées
- des tests effectués pour le passe sanitaire
- 18e arrondissement : tous les résidents sont partis
- 12e arrondissement : deux familles sont encore présentes et doivent partir Vendredi (01/10/2021)

Questions :

Quelle est la prise en charge sociale? Est-ce qu'il y a une prise en charge autre que sanitaire ?

Les Afghans ont été pris en charge par les associations ADOMA, XXX et l'OFII pour ouverture des droits. Pour rappel, ils étaient en isolement tout le temps de leur séjour à Paris.

2. Addiction : Présentation de la réduction des risques à Paris et du plan Crack

Présentation : Dr NGUYEN DANG (cf. diaporama)

Témoignage du Dr AVRIL, de l'association GAIA :

- Historique et contexte local

La formation des scènes de consommation se produit depuis la fin des années 1990, mais s'accélère véritablement depuis 8/10 ans. Avant, les scènes étaient constituées d'un noyau-dur d'une cinquantaine d'individus, positionnées dans les « interstices » de la ville (friches, squats...).

En 2008, une charte de bonne conduite avait été signée avec la DDASS, qui réfléchissait à l'organisation des scènes et aux thématiques d'articulation entre lieux de repos et de consommation. Les scènes sont aujourd'hui caractérisées par un chaos général, alimenté par les démantèlements intervenus avec ou sans concertation. Les évacuations ont provoqué la dilution des noyaux-durs des scènes connues. Des consommateurs extérieurs se sont implantés sur les scènes identifiés, et on constate une radicalisation et une augmentation du trafic.

La création de lieux de consommation a fait l'objet de discussions entre élus et autorités sanitaires locales. Les salles de consommation ont pour objectif d'accueillir les usagers de drogues les plus précaires afin de réduire les risques liés à leurs consommations, et leur permettre un accès aux soins somatiques, psychiatriques et addictologiques

En 2016, création de 2 salles de consommation en France, Paris et Strasbourg ; Dans celle de Paris 12 places d'injection et 4 places d'inhalation. La consommation est possible pendant 30 minutes, à l'issue desquelles l'individu peut s'entretenir obtenir un avis médical et une assistance sociale.

Le Dr AVRIL précise que sur les scènes de consommation contrairement à ce qui est proposé dans une salle de consommation, il n'y a pas de cadre, les intervenants sont ponctuellement présents en maraude et les usagers sont abandonnés à leur besoin irrépressible de consommer et aux dealers.

- Actualité

Discussion autour de la prise en charge prioritairement sanitaire et non sociale, le Crack (produit).

L'éclatement des scènes de consommation, notamment en Seine-Saint-Denis, conduit à associer les départements limitrophes de Paris à la démarche du plan crack.

Se pose également la question actuellement de la prise en charge des consommateurs présentant des troubles mentaux : les acteurs de terrain sont parfois amenés à faire de la psychiatrie lourde alors qu'ils ne sont absolument pas formés à ça ; plus généralement les acteurs de terrain font des choses qui vont au-delà des compétences Et du temps dont ils disposent car les files actives des structures sont importantes.

Témoignage de Catherine PEQUART, DG de l'association Charonne :

Pour aller au-delà de l'accompagnement à l'addiction, Mme. PEQUART rappelle qu'il est nécessaire de vivre dans des conditions dignes pour bénéficier des soins adéquates. Les usagers ne se résument pas à leur addiction. Les pathologies sont nombreuses et se cumulent.

Surtout, la logique de « scènes de consommation » perd progressivement sens, puisque la consommation se diffuse.

2 questions annexes se rejoignent :

- L'action auprès des crackers occasionnels socialisés, dans des milieux plus favorables ;
- L'action auprès des riverains concernés qui ont du mal à supporter les crackers dans leur environnement géographique proche.

Mme. PEQUART rappelle qu'une majorité de riverains est favorable aux salles de consommation. Il n'y a plus de regroupements autour, ça se passe plutôt bien. Les maraudes qui vont au contact des usagers ramassent le matériel éventuellement laissé.

Questions :

Mr. SIMON recense 3 pétitions contre les salles de consommation, dont une relative au quartier Bonne-Nouvelle. Il insiste sur la réponse à ces riverains inquiets. Concernant ces derniers, c'est bien la Ville de Paris qui doit prendre en compte leurs doléances et apporter une réponse. L'ARS a participé à la réunion publique relative au sujet. La réponse doit contenir une explication de la stratégie retenue et de la Réduction Des Risques et des Dommages (RDRD, voir le diaporama du Dr NGUYEN DANG pour une explication détaillée).

Prochaine séance plénière du CTS fixée au jeudi 28 octobre 2021, de 9h30 à 12h.